

Les désobéisseurs dans l'éducation nationale

1 - Petit rappel historique :

Depuis de nombreuses années, les **ministres se succèdent et les réformes à l'école primaire s'enchaînent** : les enseignants ont à peine le temps de mettre en place les nouvelles mesures que d'autres arrivent et souvent en totale opposition.

*Exemple : En 2002 les nouveaux programmes demandent aux enseignants de faire de l'ORL : observation réfléchie de la langue. Il s'agit de ne surtout plus faire de leçons de vocabulaire, grammaire... mais de partir du vécu de l'enfant, de privilégier le sens, la production d'écrits... Il s'agit d'une évolution assez radicale dans l'enseignement d'un ensemble de disciplines (grammaire, conjugaison, orthographe et vocabulaire). Les enseignants se forment, mettent en place et pourtant, sans aucune évaluation, en 2007, le ministre Gilles de Robien réinstaura les leçons de **grammaire, vocabulaire**... Il provoque également des controverses sur l'enseignement de la lecture (**méthode globale /méthode syllabique**).*

Un certain nombre d'enseignants, habitués à ce type de situation, fait alors de la **résistance passive pour assurer une cohérence et continuité** et diffère dans le temps les injonctions ministérielles et leur mise en place dans les écoles. Il est toujours possible de dire à son inspecteur que l'on applique les futures recommandations (*ceux qui ont retardé la mise en place des programmes de 2002 se sont trouvés en pleine conformité avec ceux de 2008 !*)

Cependant cette situation n'est pas confortable et provoque des incompréhensions entre collègues et avec les familles. Est-ce volontaire : **diviser pour mieux régner ?**

En juin 2008, **Xavier Darcos** annonce de nombreuses réformes précipitées, sans aucune évaluation de l'existant, ni concertation avec les enseignants (**contre-réformes**) :

- de nouveaux anciens **programmes** (plus denses et inadaptés, retour aux vieilles méthodes...)

- **réduction de la semaine** de 26h à 24h (retour à la semaine de 4j pour tous)

- mise en place de l'AP (**aide personnalisée**) en dehors du temps scolaire et pendant les vacances pour compenser la **suppression de 9000 postes de RASED** (réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). La prise en charge de la difficulté se fera hors temps scolaire, en stigmatisant davantage les enfants les plus fragiles. *C'est comme si le ministre de la santé supprimait les médecins spécialistes en affirmant que ce n'était pas grave puisque les généralistes étaient toujours là...*

- **remise en cause de la maternelle**

- mise en place des **évaluations nationales pour les CE1 et CM2**, avec remontée des informations via une base de données interconnectée à la Base Elèves et volonté de mettre les écoles en concurrence via la publication des résultats.

- développement **du fichage** des enfants : Base Elèves, LPC (livret personnel de compétences), prévention précoce de la délinquance... : une **école qui Renseigne au lieu d'Enseigner !**

S'ajouteront ensuite : les nombreuses suppressions de postes d'enseignants, les remplacements des enseignants absents par des personnels précaires et non formés (agence de remplacement), la suppression de la formation (IUFM)...

Les **contre-réformes** sont **largement médiatisées** (propagande ministérielle, nostalgie de l'école d'autrefois) et de nombreux inspecteurs IEN, IA vont s'employer à les faire appliquer. Beaucoup vont confondre **loyauté** avec **servilité** du fonctionnaire !

La coupe est pleine ! La volonté de transformer l'école en NEC (nouvelle école capitaliste) est inacceptable. Ces réformes sont illégitimes !

Les collègues réagissent alors de façons différentes face à ces réformes :

- **soumission** aux injonctions paradoxales pour certains (*vouloir la réussite de tous en supprimant les moyens permettant d'atteindre les objectifs*), entraînant repli sur soi, mal-être, démotivation. Il est difficile de ne plus croire en la pertinence de ses actions ou de se voir contraint à mal faire son travail tout en étant davantage contrôlé/évalué dans l'atteinte d'objectifs irréalisables.

- **résistance passive ou non affirmée/assumée** : soit par un double discours que l'on retrouve aussi bien chez les enseignants que chez certains inspecteurs, soit par un détournement des dispositifs (*AP pour tous les élèves et activités culturelles, ludiques...*)

- une minorité rentre en **résistance active, désobéissance** : les mesures sont refusées tout en proposant des alternatives quand cela est possible.

Des enseignants (Ninon Bivès, Alain Réfalo, Bastien Cazal...) vont écrire à leur hiérarchie et dans la presse, qu'**en conscience ils refusent d'obéir et d'appliquer ces mesures....**

Rapidement des **appels, lettres, pétitions** vont se multiplier.

Le terme de « désobéisseur » apparaît alors dans l'Education Nationale à l'automne 2008.

Puis, des premières convocations et sanctions vont tomber : **sanctions disciplinaires** (blâmes, abaissement d'échelon, mutation d'office), **financières** (retenues de salaire) ou **administratives** (baisse ou maintien de note, refus de promotion, déplacements d'office plus ou moins déguisés, refus d'inscription sur liste d'aptitude pour la fonction de directeur)....

En août 2009, une **charte de la résistance pédagogique** est rédigée puis signée par 3 000 enseignants. Le mouvement des désobéisseurs va se structurer en **réseau** pour organiser le soutien des collègues pour qui l'administration réagit violemment.

Une **caisse de solidarité** est mise en place, une **université d'été**, des **campagnes**, des **mailings...**

Le réseau des désobéisseurs est médiatisé. Il y a des convergences avec d'autres collectifs : appel des appels, école en danger, CNRBE (comité national de résistance à Base Elève) et la reconnaissance par des associations et partis politiques, qui sollicitent des membres du réseau.

Un forum des **résistances dans les services publics** est même organisé par le Réseau à Paris en 2010, avec la présence de Stéphane Hessel....

Le **soutien de personnalités** vient renforcer la légitimité de l'action des désobéisseurs tandis que les relations avec les organisations syndicales restent difficiles et parfois tendues...

En conclusion

Entrer en résistance/désobéissance a été un soulagement pour beaucoup : **le seuil d'insupportabilité** était franchi ! C'était une question de santé mentale, de cohérence entre ses convictions de professionnel de l'éducation et ses pratiques mais également d'honnêteté envers l'institution, envers les familles et leurs enfants ! C'était un moyen de lutte nouveau, complémentaire aux actions syndicales.

Dans la grande majorité, l'action des désobéisseurs a été ignorée par la hiérarchie qui a bien compris que les sanctions ne feraient que renforcer notre détermination.

Les sanctions assumées ont permis de dynamiser et populariser cette lutte.

Les désobéisseurs ont réussi à **susciter le débat**, à **alerter l'opinion publique** et à **gêner fortement le ministère de l'EN** dans sa casse de l'école.

La désobéissance éthique et responsable des fonctionnaires de l'éducation nationale a été efficace !

Aujourd'hui, la « **refondation de l'école** » est en cours. Le **gouvernement a changé mais pas nos revendications**.

Le nouveau gouvernement refuse la levée des sanctions et entérine les injustices passées alors que les faits ont validé la légitimité de cette résistance.

Les valeurs et les propositions que les enseignants du primaire en résistance ont portées pour défendre et reconstruire l'école étaient en grande partie présentes dans le programme du candidat Hollande et dans les premières annonces de Vincent Peillon, ministre de l'Education nationale.

Une pétition du Réseau que je vous invite à signer demande **au ministre de l'éducation nationale la levée de toutes les sanctions infligées aux enseignants en résistance pédagogique**.

Pistes pour débattre

Questions à élargir aux autres lieux/champs de résistance, d'indignation et de désobéissance...

- **Qu'a-t-il manqué pour que le mouvement des désobéisseurs se généralise même si l'on sait que les avancées sont souvent portées par des minorités ?**

- **Pourquoi de nombreux enseignants se sont reniés et soumis à ces injonctions ministérielles ?** (manque de confiance en soi, en ses capacités professionnelles, peur de la hiérarchie, de la sanction, résignation, solution de facilité...).

- **Pourquoi beaucoup d'enseignants n'ont pas au moins tenté de résister :** attendre la pression, la menace de sanction... ?

- **Pourquoi les syndicats sont-ils restés en retrait de ce mouvement de désobéissance ?**

- **La désobéissance des fonctionnaires :**

Une des compétences des enseignants, exigée par l'état, est : « **agir de façon éthique et responsable** » or celle-ci est trop souvent réduite à : « vous êtes fonctionnaires, vous devez fonctionner ».

On confond loyauté et servilité. Dans l'Histoire de France, les fonctionnaires serviles ont bien souvent agi de manière non responsable, non éthique...

« **Les seules batailles perdues sont celles que l'on n'a pas menées** » !

« **Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux** »

Frédéric MATHY